



Évaluation à mi-parcours du cadre stratégique 2018-2030 de la CNULCD **Mise à jour mars 2023**

L'évaluation à mi-parcours du cadre stratégique 2018-2030 de la CNULCD a été lancée par la COP 15, dans le but de préparer une base solide pour la COP 16 en 2024 permettant de décider des mesures à prendre pour renforcer la mise en œuvre de la CNULCD d'ici à 2030. L'évaluation à mi-parcours examinera les progrès réalisés dans la mise en œuvre du cadre stratégique et, sur cette base, présentera des conclusions et des recommandations à l'attention des Parties lors de la COP 16.

Les principaux éléments de l'évaluation à mi-parcours sont :

- Un groupe de travail intergouvernemental (IWG-MTE) qui supervise le processus d'évaluation, composé de quinze membres nommés par les régions et de sept observateurs (liste en annexe 1) ;
- Une évaluation externe indépendante qui fournira des résultats factuels fondés sur des preuves par rapport aux critères d'évaluation, pour examen ultérieur par l'IWG-MTE. L'évaluation est préparée par une équipe d'experts indépendants en évaluation et gérée par le secrétariat ;
- Un processus participatif permettant de donner son avis sur les conclusions et les recommandations de l'évaluation indépendante ;
- Un rapport de l'IWG-MTE s'appuyant sur les conclusions de l'évaluation indépendante et présentant les recommandations du groupe pour la mise en œuvre effective du cadre stratégique d'ici à 2030. Ce rapport, accompagné d'un projet de décision, sera soumis à la COP 16 en tant que document officiel.

L'évaluation à mi-parcours est axée sur les cinq objectifs stratégiques du Cadre stratégique concernant l'amélioration de l'état des écosystèmes touchés, l'amélioration des conditions de vie des populations touchées, l'augmentation de la résilience face à la sécheresse, la génération d'avantages pour l'environnement mondial et la mobilisation des ressources. L'évaluation à mi-parcours examinera les mesures prises et les réalisations au titre de chaque objectif stratégique, en s'appuyant sur les résultats des rapports nationaux en 2018 et 2023, ainsi que sur les rapports et documents pertinents au sein et en dehors de la CNULCD. En outre, les Parties et les différents groupes de parties prenantes seront invités à participer à des enquêtes et à des entretiens, afin de recueillir leurs réactions directes.

La collecte et l'analyse des données susmentionnées et les résultats factuels qui en découlent constitueront le principal contenu de l'évaluation indépendante, qui sera préparée par les évaluateurs externes. Le rapport d'évaluation comprendra également les conclusions et les recommandations des évaluateurs, basées sur les résultats. Ce rapport sera probablement une description approfondie et détaillée des progrès réalisés et des défis rencontrés dans la mise en œuvre du cadre stratégique.

Le IWG-MTE utilisera l'évaluation indépendante comme une source d'information essentielle pour son propre rapport à la COP 16. Dans ce rapport, le Groupe présentera les principaux résultats de l'évaluation indépendante, ainsi que ses propres conclusions et recommandations à l'attention des Parties lors de la COP 16. Ce rapport sera considérablement plus court et plus



ciblé que l'évaluation indépendante. Il présentera une approche plus stratégique et "politique" des prochaines étapes de la mise en œuvre du cadre stratégique, comme résultat des discussions entre les membres du IWG-MTE.

Première réunion du IWG-MTE

Le IWG-MTE a tenu sa première réunion du 13 au 15 février 2023 à Bonn, en Allemagne. L'objectif de cette réunion était de jeter les bases de l'évaluation à mi-parcours et d'examiner le programme de travail du IWG-MTE. Le groupe a examiné le contenu, la mise en œuvre et le suivi du Cadre stratégique et a discuté de la portée, de l'orientation et de la méthodologie de l'évaluation indépendante. Le secrétariat et le Mécanisme Mondial, ainsi que l'équipe d'évaluateurs externes qui préparera l'évaluation indépendante, ont fait plusieurs présentations sur ces sujets. Des informations ont également été fournies sur divers autres processus qui sont liés à l'évaluation à mi-parcours, tels que le IWG sur la sécheresse et l'examen de l'interface science-politique.

Le IWG-MTE a examiné ses propres tâches et son programme de travail et a convenu d'un calendrier pour ses travaux. Sa première tâche consiste à s'assurer que l'évaluation indépendante réponde aux objectifs et aux critères de l'évaluation et qu'elle soit menée selon des normes d'évaluation élevées, et de nombreuses mesures connexes ont été examinées lors de la première réunion.

Le groupe a également discuté en détail de sa tâche consistant à conseiller le secrétariat sur l'organisation des consultations participatives sur les conclusions et recommandations de l'évaluation indépendante. Selon la décision de la COP sur les termes de référence de l'évaluation à mi-parcours, ces consultations doivent être organisées pendant le CRIC, mais elles ne sont pas incluses dans le programme de travail du CRIC. Cela laisse place à des interprétations divergentes sur la manière et le moment d'organiser les consultations. La question est maintenant entre les mains du Bureau du CRIC, qui soumettra sa recommandation à l'examen du Bureau de la COP.

Prochaines étapes

Dans les semaines à venir, les membres de IWG-MTE et les observateurs fourniront des informations supplémentaires pour la préparation de l'évaluation indépendante. D'ici la fin du mois de mars, la planification de l'évaluation sera terminée et l'équipe d'évaluateurs commencera la collecte des données. En avril-mai, les points focaux nationaux de la CNULCD, les correspondants scientifiques et technologiques, les organisations de la société civile accréditées et d'autres acteurs clés seront invités à participer à une enquête, et des entretiens ciblés seront également organisés.

L'IWG-MTE discutera des nouvelles conclusions de l'évaluation indépendante lors d'une réunion en ligne du groupe d'ici à la fin du mois de juin. Sa prochaine réunion en personne aura lieu immédiatement après la session du CRIC en octobre. Cette réunion permettra de lancer l'examen du rapport du groupe, sur la base de l'évaluation indépendante.



Annexe : IWG MTE - Membres et observateurs

Membres

Groupe, pays	Nom, titre
Afrique : Algérie	Mme. Saliha Fortas, Point Focal de la CNULCD, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction générale des Forêts
Afrique : Angola co-président du IWG	M. Luis Domingos Constantino, Chef de Service, Ministère de l'Environnement
Afrique : Namibie	Mme. Kauna B Schroder, Coordinateur principal de projet, Ministère de l'Environnement et du Tourisme
Asie : Chine	Mme. WANG Hua, Directeur, Mise en œuvre de la coopération internationale dans le cadre de la CNULCD, Administration nationale des forêts et pâturages
Asie : République de Corée	M. Jungyo Lee, Chargé de Programme, Korea Forest Service
Asie : Îles Cook	Mme. Hayley Weeks, Responsable des partenariats environnementaux, Service national de l'environnement
LAC : Mexique	Mme. Valeria Cruz- Directeur de l'environnement et du changement climatique, Ministère des Relations Extérieures
LAC : Pérou	Mme. Cristina Rodriguez -Directeur de l'Adaptation au Changement Climatique et à la Désertification, Ministère de l'environnement
LAC : Argentine	M. Pablo Viegas -Conseiller Technique, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
CEE : République Tchèque	M. Premysl Stepanek, Chef de l'unité des relations multilatérales Département des relations internationales, Ministère de l'Environnement
CEE : Monténégro	Mme. Biljana Kilibarda, Conseillère, Ministère du Développement Durable et du Tourisme
CEE : Slovaquie	Mme. Beata Houskova, Collaboratrice scientifique principale, Centre national de l'agriculture et de l'alimentation, Institut de recherche sur la science et la conservation des sols, Département de pédologie et pédogéographie
WEOG : Australie	Mme. Fleur Downard, Directeur, Section de la politique internationale de l'environnement, Département du Changement Climatique, de l'Energie, de l'Environnement et de l'Eau
WEOG : EU Co-Président du IWG	M. Daniel Van Assche, Responsable des relations internationales, Direction générale de l'environnement à la Commission européenne
WEOG : États-Unis	M. Patrick Reilly, Chargé des affaires étrangères, Office des eaux et de la conservation, Ministère des Affaires étrangères, Bureau des océans, de l'environnement et des affaires scientifiques

Observateurs

Affiliation	Nom, titre
OIG : FAO	Mme Vera Boerger, Fonctionnaire principal chargé des terres et de l'eau, Division Terre et Eau
OIG : FEM	M. Ulrich Apel, Spécialiste principal de l'environnement
OIG : UICN	M. Chris Magero, Administrateur principal de programme, Équipe "Forêts et prairie"
IPS	Prof. Ahmed Abd El-Ati Ahmed, Professeur d'Agronomie, Centre de recherche sur le désert (CRD), Ministère de l'Agriculture et de Remise en Etat des Sols
IPS	Prof. Hamid Čustović, Professeur, Faculté d'agriculture et des sciences alimentaires Institut des sciences du sol, Université de Sarajevo
OSC	Mme. Manon Albagnac, Chargée de projet Sahel - Désertification, Coordinatrice du ReSaD, Centre d'actions et de réalisations internationales (CARI)
OSC	M. Charles Oyeoussi Balogoun, Président, Afrique Espérance